

Frontex veut déployer ses ballons de surveillance au sud de la Méditerranée

Après le déploiement test de deux aérostats CNIM en mer Egée, l'agence européenne Frontex envisage de déployer ce matériel de surveillance en Afrique du Nord, pour contrer les flux migratoires.

L'agence européenne de surveillance des frontières **Frontex**, qui s'apprête à débloquer une enveloppe de 150 millions d'euros pour surveiller les côtes d'Afrique du Nord par avion et drone (AI du [16/06/21](#)), veut aussi mettre à contribution des ballons captifs pour lutter contre l'immigration illégale dans les mêmes eaux.

Un projet pilote de six mois, qui vient tout juste de s'achever, a donné lieu au déploiement de deux aérostats autour des îles grecques de la mer Egée. Le programme, d'un coût de 3 millions d'euros, avait été confié en début d'année à la société allemande **In-Innovative Navigation** qui a été désignée maîtresse d'œuvre pour positionner les ballons fabriqués par la société française **CNIM**, dirigée par **Nicolas Dmitrieff**. En parallèle, le géant allemand **Hensoldt** a fourni les caméras d'observation et le matériel optronique, tandis que **Diadès Marine**, petite PME française, a équipé les ballons avec ses radars.

A-NSE et Safran évincés

Cette joint-venture franco-allemande, qui aurait donné entière satisfaction aux dirigeants de Frontex chapeautés par **Fabrice Leggeri**, a supplanté une première tentative 100 % tricolore, constituée de **A-NSE** et **Safran**, mi-2019. Le déploiement de deux ballons captifs de type *T-C350* sur l'île grecque de Samos n'avait pas été jugé suffisamment concluant par les autorités européennes, qui ont préféré se tourner par la suite vers d'autres prestataires.

La sécurisation des frontières et la lutte contre l'immigration clandestine se sont imposées comme des problématiques centrales en Afrique du Nord. A-NSE s'y était déjà associé avec Safran (ex-**Sagem**) dans le cadre d'un projet particulièrement ambitieux de surveillance des frontières et des installations pétrolières et gazières de la **Sonatrach** en Algérie (AI du [08/10/20](#)). En 2019, Washington lançait par ailleurs un appel à manifestation d'intérêt pour acquérir trois aérostats de surveillance au profit de la Tunisie (AI du [31/10/19](#)), projet néanmoins classé sans suite. Enfin, le **Centre international pour le développement des politiques migratoires** (CIDPM) basé à Vienne gère actuellement une enveloppe de 55 millions d'euros fournie par l'**Union européenne** (UE) pour acquérir pléthore d'équipements de sécurité à déployer sur les frontières tunisiennes et marocaines (AI du [22/12/20](#)), en attendant de pouvoir lancer des programmes similaires en Libye.

Frontex aura toutefois du mal à convaincre les pays du Maghreb d'accueillir ses ballons de surveillance. Le Maroc est en plein bras de fer avec Madrid et Berlin, la Tunisie négocie pied à pied sa coopération avec l'UE, et le pouvoir politique libyen, tout comme ses agences de sécurité, reste fragmenté.

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 109241001



Publication éditée par le groupe Indigo Publications (Paris)
Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire 1225 Y
90644)